



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 30 JAN. 2025

**Arrêté préfectoral complémentaire n°ICPE-2025-001  
portant modification des conditions d'exploitation  
de la carrière CALYPSO**

-----  
**Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société GRANULATS VICAT  
Communes de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte**

-----  
*Le Préfet  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques*

**VU** le Code de l'environnement, son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier ses articles R. 181-13, R. 181-45, R. 181-46, R. 181-49 et L. 181-14 ;

**VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée à l'annexe R. 511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique 2510 (Exploitation de carrières) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°DDT-SEEF-FCMN 2022-0305 du 02 mai 2022 autorisant le défrichement de 13 476 m<sup>2</sup> de bois sur les communes de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte pour l'exploitation de la carrière CALYPSO par la société GRANULATS VICAT ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter, délivré le 3 mai 2022 pour une durée de 30 ans (remise en état comprise), à la Société GRANULATS VICAT, pour une carrière en roches massives de matériaux calcaires sise lieux-dits « Plan du Tuf » et « La Ravoire » sur la commune de Montricher-Albanne et « Les Gorins », « Le Clou », « Calypso » et « Pont Pallier » sur la commune de Saint-Martin-De-La-Porte ;

**VU** le dossier de porter à connaissance du 22 juillet 2024 complété et notifié par la Société GRANULATS VICAT, à l'effet d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation notamment en adaptant les critères concernant les critères d'admission des matériaux extérieurs utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière Calypso ;

**VU** les plans, études, renseignements, engagements joints à la demande susvisée ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, en date du 28 novembre 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 23 décembre 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur le projet porté à sa connaissance par courriel en date du 8 janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que :

- il n'y a pas d'extension du périmètre autorisé, celui-ci restant inchangé ;
- les conditions d'extraction du gisement de matériaux ne sont pas modifiées ;
- l'usage futur prévu pour la remise en état reste le même que celui autorisé initialement ;
- il n'y aura pas de nouvelles nuisances induites par les opérations de remblayage, les modalités de remise en état finale du site demeurant identiques à celles précédemment autorisées ;
- l'adaptation des seuils d'acceptation des déchets inertes, dans le cadre de la remise en état de la carrière, n'entraînera pas de nouvelles nuisances, notamment par rapport à celles initialement analysées dans le dossier de demande d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** les capacités techniques et financières de la société GRANULATS VICAT ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts du fonctionnement de l'installation dans les nouvelles conditions d'exploitation sont de même nature que ceux analysés dans le dossier de demande d'autorisation complété du 08 mars 2017 ;

**CONSIDÉRANT** les préconisations techniques émises par le bureau d'études « MICA ENVIRONNEMENT » déclinées dans le dossier de porter à connaissance du 22 juillet 2024 lesquelles sont reprises dans les prescriptions du présent arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** les préconisations techniques émises par le bureau d'études « SAGE » déclinées dans le dossier de porter à connaissance du 22 juillet 2024 lesquelles préconisations sont reprises dans les prescriptions du présent arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification des conditions d'exploitation notamment en adaptant les critères concernant les seuils d'admission des matériaux extérieurs utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière Calypso ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement mais qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 03 mai 2022 dans les formes prévues à l'article R.181-45 de ce même code ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable à l'unanimité de la formation «carrière» de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunie le 17 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société GRANULATS VICAT a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **A R R E T E**

---

### **TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1. : EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La Société GRANULATS VICAT dont le siège social est sis 4 rue Aristide Bergès - Les Trois Vallons - 38 080 L'ISLE-D'ABEAU, représentée par Monsieur Eric THEULIOT, en sa qualité de directeur général, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral, à modifier les conditions d'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur les communes de Montricher-Albanne et Saint-Martin-De-La-Porte.

### **Article 1.1.2. : PÉREMPTION, RECONDUCTION**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

## **CHAPITRE 1.2. – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

## **CHAPITRE 1.3. – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 03 mai 2022 non contraires aux dispositions du présent arrêté sont inchangées et demeurent applicables .

---

## **TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES – ADAPTATION, RENFORCEMENT ET COMPLÉMENTS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

---

### **CHAPITRE 2.1. – CONDITIONS PARTICULIÈRES A L'ACCEPTATION DES DÉCHETS**

#### **Article 2.1.1. : MODIFICATION DES PRINCIPES D'ACCEPTABILITÉ DES MATÉRIAUX INERTES**

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 sont complétées par les dispositions du présent article.

*« Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées ci-dessous :*

*Pendant les deux premières phases quinquennales (du début de l'exploitation et pendant 10 ans). La quantité moyenne annuelle pouvant être admise sur le site est limitée à 100 000 m<sup>3</sup>. La quantité maximale de déchets inertes stockée sur le site est de 1 000 000 m<sup>3</sup>.*

- Sont autorisés les apports de déchets inertes de type K3+ conformes aux prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ;*
- Sont également autorisés les apports de matériaux d'excavation issus du chantier TELT dits « TN+ - Terrains Naturels » répondant aux critères de l'article 2.1.2.2 définissant des seuils d'admission adaptés au fond géochimique local. »*

#### **Article 2.1.2. : MODIFICATION DES CONDITIONS DE REMBLAYAGE**

Les dispositions de l'article 7.1.3. de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 sont complétées par les dispositions du présent article .

#### Article 2.1.2.1. Conditions d'admission des déchets de type « K3+ »

Conformément à l'article 7.1.3.3 – Conditions d'admission des déchets inerte de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 qui prévoit la possibilité d'adapter par arrêté préfectoral complémentaire les valeurs limites à respecter par les déchets visés à ce même article, et au regard des conclusions de l'étude réalisée par MICA Environnement (2024) qui caractérise l'incidence sur les eaux de la modification des conditions de réaménagement de la carrière CALYPSO par des déchets inertes de « classe 3+ » appelés également « K3+ », les valeurs maximales d'admissibilité des déchets prescrites à l'article 7.1.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 mai 2022 sont modifiées selon les valeurs reprises dans le tableau suivant.

Cette modification concerne l'ensemble des paramètres présentés dans l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, excepté pour le Carbone Organique Total (COT).

##### Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Paramètre exprimée en mg/kg de matière sèche	Valeur limite à respecter
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorure (1)	2400
Fluorure (1)	30
Sulfate	6000 (2)
Indice phénols	3
<b>COT (carbone organique total) sur éluat (3)</b>	<b>500</b>
FS (fraction soluble) (1)	12000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

##### 2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre exprimée en mg/kg de déchet sec	Valeur limite à respecter
COT (carbone organique total)	60 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6

PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Dans le cas de l'accueil des déchets de type « K3+ », la liste des déchets reste identique à celle figurant à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2022.

#### Article 2.1.2.2. Conditions d'admission des déchets de type « TN+ » adaptées au fond géochimique local – Limitation aux matériaux d'excavation du chantier TELT

Conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 et considérant l'aptitude du fond géochimique de la carrière à accepter les matériaux d'excavation du chantier TELT dits « TN+ », les valeurs limites à respecter par les déchets (concentration sur éluât après test de lixiviation) accueillis sur le site sont adaptées selon les valeurs reprises dans le tableau suivant.

Seules les valeurs limites associées aux paramètres Arsenic, Antimoine, Cadmium, Chrome, Molybdène et Sulfates sont modifiées, les valeurs limites des autres paramètres demeurant inchangées par rapport à celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 reprises à l'article 2.1.2.1 du présent arrêté.

Ainsi les critères à respecter pour l'acceptation des déchets non dangereux soumis à la procédure d'acceptation préalable prescrite à l'article 71.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 mai 2022 sont les suivants (seuls les paramètres listés en gras et dotés d'un astérisque (\*) ayant vu leur seuil modifié) :

#### **Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :**

<b>Paramètre exprimée en mg/kg de matière sèche</b>	<b>Valeur limite à respecter</b>
<b>As*</b>	<b>2,5*</b>
Ba	60
<b>Cd*</b>	<b>2*</b>
<b>Cr total*</b>	<b>20*</b>
Cu	6
Hg	0,03
<b>Mo*</b>	<b>28*</b>
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	<b>4*</b>
Se	0,3
Zn	12
Chlorure (1)	2400
Fluorure (1)	30
<b>Sulfate*</b>	<b>20 000*</b>
Indice phénols	3
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500



<b>FS (fraction soluble)*</b>	<b>34 000*</b>
<p>(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.</p> <p>(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.</p> <p>(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.</p>	

Dans ce cadre, la liste des déchets de l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 est adaptée de la manière suivante :

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03

### **Article 2.1.3. : SUIVI SPÉCIFIQUE DE LA TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS ADMIS EN REMBLAYAGE**

Un suivi spécifique de la traçabilité des déchets présentant des valeurs limites rehaussées au regard du tableau de l'article 2.1.2 du présent arrêté est mis en place par l'exploitant.

Nonobstant les dispositions des articles 7.1.3.1. à 7.1.3.3. de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 qui demeurent applicables, l'exploitant met en œuvre l'ensemble des dispositions de la procédure interne sur l'accueil des déchets de type « K3+ » et « TN+ » présenté dans le dossier de Porter à connaissance susvisé.

En outre, les dispositions de l'article 7.1.3.3. de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 sont complétées comme suit :

« Une procédure d'acceptation préalable définit les conditions d'admission des déchets inertes entrant sur site ainsi que les conditions de réalisations des analyses diligentées par l'exploitant. Cette procédure permet à l'exploitant, en fonction de l'origine des déchets, de s'assurer de leur caractère non dangereux et inerte.

Cette procédure prévoit, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes, la réalisation par l'exploitant, en complément des résultats d'analyses fournis par les producteurs de déchets, de prélèvements conduits de manière aléatoire sur les matériaux entrant sur site, avant leur mise en dépôt définitif.

Une analyse sera diligentée sur ces prélèvements pour statuer sur leur conformité, à minima au regard des critères listés dans l'annexe 2 de l'arrêté susmentionné.

En cas de non-conformité, l'exploitant en informe sans délais l'inspection des installations classées. En cas de refus, les caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets...) sont inscrites sur le registre.

Chaque prélèvement et analyse est effectué par un organisme compétent. À ce titre, la représentativité du prélèvement devra être démontré et le laboratoire en charge des analyses devra être accrédité par le COFRAC.

Dans le cas où l'exploitant réalise lui-même les opérations d'échantillonnage, il est impératif qu'il dispose de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage. Ces procédures pourront être mises à la disposition du service d'inspection des installations classées en cas de demande.

Un exemplaire original des résultats de ces analyses est conservé jusqu'à la cessation d'activité par l'exploitant et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission.

Outre les éléments visés à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 8.5.7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission (et notamment les refus en cas de dépassement des seuils de l'un des paramètres analysés).

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné ci-avant. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

**À tout moment, les valeurs seuils des paramètres pourront être modifiées en fonction des résultats du suivi environnemental.**

**En fonction des résultats d'analyse obtenus et de la caractérisation des déchets déposés, le préfet se réserve le droit de faire procéder à l'enlèvement de ces déchets et à leur envoi dans des filières adaptées. »**

#### **Article 2.1.4. : MESURES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES**

Les mesures de surveillance prescrites à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 sont maintenues. Ces mesures sont complétées par les dispositions suivantes :

La réalisation du projet est assortie d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles amont et aval rive gauche de l'Arc, pendant toute la durée de la mise en remblais et pour les 5 années suivant le dernier remblaiement, selon les modalités décrites au présent chapitre.



#### Article 2.1.4.1. Réalisation des ouvrages de prélèvement et de surveillance

Deux piézomètres (Cal-Pz1 et Cal Pz3) de surveillance sont créés en plus du piézomètre (Cal-Pz2) situé en pied de remblai.

Leur localisation figure en annexe du présent arrêté complémentaire.

Ces piézomètres sont forés et équipés en diamètre adéquat pour permettre les prélèvements d'eau à des fins d'analyses, et mis en œuvre selon les normes et réglementations en vigueur.

La réalisation de ces ouvrages est conforme à la norme AFNOR NF X 31-614 (2017).

#### Article 2.1.4.2. Organisme chargé des prélèvements et analyses

Les prélèvements et mesures prescrites au présent chapitre sont effectués par un organisme compétent.

Dans le cas où l'exploitant réalise lui-même les opérations d'échantillonnage et d'analyse, il est impératif qu'il dispose de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit, et des enregistrements démontrant leur adéquation. Ces procédures pourront être mises à la disposition du service d'inspection des installations classées en cas de demande.

#### Article 2.1.4.3. Fréquence des prélèvements

La fréquence des analyses devient trimestrielle durant les 4 premières années à l'issue desquelles un bilan quadriennal est requis. Ce bilan permet de :

- caractériser l'évolution de la qualité des eaux : les potentielles variations de la qualité des eaux seront mis en relation avec le bilan de caractérisation des terres stockées sur le site de dépôt ;
- adapter la fréquence des analyses : en cas d'absence de lien avéré entre une hypothétique variation de la qualité des eaux et le bilan de caractérisation des déchets stockés, un suivi à fréquence semestrielle pourra être demandé au service d'inspection des installations classées qui jugera de sa pertinence au regard des résultats d'analyse transmis ;
- définir les paramètres analytiques les plus pertinents pour la suite du suivi.

De plus, un bilan annuel est transmis au service d'inspection des installations classées. Il fait l'objet d'un rapport de synthèse établi dans le mois suivant la réception des résultats de la campagne de mesures.

Cette synthèse sera complétée d'un bilan des caractéristiques des terres accueillies sur l'année.

#### Article 2.1.4.4. Procédure d'alerte

L'exploitant signale toute anomalie (évolution défavorable et significative) sur un paramètre mesuré, dans les meilleurs délais, au service en charge de l'inspection des installations classées et l'agence régionale de la santé.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant mettra en œuvre un protocole d'alerte en cas de dépassements de seuil au niveau du réseau de surveillance des eaux souterraines et superficielles.

Pour les paramètres analysés et listés à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022, les seuils seront les limites et références de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique;

Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si son activité est à l'origine ou non de la pollution constatée et renouvelle immédiatement les analyses périodiques pour ce qui concerne le paramètre en cause. Il informe le préfet de Savoie du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et analyses d'une part et d'autre part, les conditions d'acceptabilité des déchets pourront à tout moment être revues sur simple demande de l'inspection des installations classées.

#### Article 2.1.4.5. Archivage des mesures

Pour chaque prélèvement, les conditions et résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau de la nappe, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité dans les formes prévues à l'article R.512-74 du code de l'environnement susvisé. En fonction du résultat du suivi de la qualité des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation et dans les 5 ans suivant l'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée.

## **CHAPITRE 2.2. – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU REMBLAI VIS-À-VIS DE LA STABILITÉ DU DÉPÔT**

### **Article 2.2.1. : PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Les principes de stabilité prescrits à l'article 7.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 03/05/2022 sont complétés par la mise en place de bandes de renforcement géotextile qui auront a minima les caractéristiques suivantes :

- $R_{td} \geq 20 \text{ kN}$ ,
- Bandes de 5 m de long,
- Pas d'espacement horizontal (recouvrement de 0.3 m des différentes lès),
- Espacement vertical maximum de 2 m.

Les nappes de renforcement géo-synthétiques doivent respecter les principes suivants :

- Le stockage des produits géosynthétique sera soigné (hors UV et intempérie notamment) ;
- Les bandes seront mises en place à plat à l'aide d'engin permettant de dérouler les rouleaux ;
- L'exploitant devra être vigilant au sens de pose des géosynthétiques ;

- Il n'est pas nécessaire de réaliser de boudins ou de mettre en place de géocomposite au niveau du parement au vu de la pente du talus (3H/2V). Il convient de retenir, pour une pente de 3H/2V, un renforcement par bandes espacées verticalement de 2 m, sur toute la hauteur de dépôt. La mise en œuvre des renforcements suivra les normes NF P94-270 de 2020 et NF G38-064 de 2016.

**Avant le tout premier dépôt de matériaux sulfatés, l'exploitant devra transmettre au service d'inspection des installations classées une note de calcul réalisée par un cabinet compétent et validant les hypothèses préconisées dans l'étude de stabilité de 2024 du bureau d'études SAGE.**

### **Article 2.2.2. : TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

Avant le démarrage des opérations de mise en remblais et une fois l'ensemble des matériaux actuellement stockés sur site évacué, les travaux préalables suivant sont mis en œuvre.

Ces travaux préparatoires permettent d'assurer une mise en sécurité de la zone de travail et de gérer les eaux de pluies (eaux météoriques et eaux de ruissellement en provenance du bassin versant à l'amont limité au front de taille / dièdre rocheux) :

- Comblement au niveau du point bas de la plateforme inférieure sur 1 à 2 m avec les matériaux stockés sur site, soigneusement compactés, avec réalisation d'une légère pente en direction de la zone d'accès. La portance de cette reprise de plateforme sera de :  $EV2 \geq 50$  MPa ;
- Création d'un piège à cailloux en fond de zone de travaux contre la paroi rocheuse et tout le long du front de taille, permettant de stopper les chutes de blocs. Il devra également permettre de récolter les eaux de ruissellement et sera constitué d'un tapis en matériaux drainants associé à un merlon d'une hauteur de 1 à 2 m, également en matériau drainant, à remonter à l'avancement du chantier;
- Réalisation de tranchées drainantes d'une profondeur de l'ordre de 0.7 m en fond de fouille, mises en place sur l'assise des dépôts afin d'évacuer les eaux de ruissellement récoltées au niveau du piège à cailloux, vers un exutoire pérenne (un bassin de rétention temporaire mis en place au niveau de la zone d'accès, avant rejet en direction de l'Arc, comme envisagé dans Plan de gestion des eaux en fin d'exploitation par MICA Environnement);
- Les dispositifs provisoires de récupération et évacuation des eaux (tapis drainant et merlon du piège à cailloux + tranchées drainantes) doivent avoir une pente longitudinale suffisante pour éviter l'infiltration des eaux. Si ce n'est pas possible, ils sont emballés dans un géotextile imperméable.

### **Article 2.2.3. : MISE EN REMBLAI**

La mise en remblais se fera par passes successives de remblais avec compactages à l'avancement.

Des talus seront réalisés sur des épaisseurs de 10 m maximum, avec banquettes de 5 m de large conformément au projet. La mise en œuvre devra conserver en permanence un piège à cailloux et permettre l'écoulement des eaux de ruissellement, par tranchées drainantes successives jusqu'à atteindre la cote de 700 m NGF environ, puis de façon gravitaire au niveau des banquettes qui devront avoir une pente longitudinale orientée vers l'exutoire.

Les remblais seront réalisés par couches de 0.3 à 0.7 m d'épaisseur maximum en fonction du compactage qui sera mis en œuvre. Pour favoriser la qualité du compactage de la frange superficielle des remblais, ils devront être mis en œuvre selon la technique du remblai excédentaire,

mis en place avec une sur-largeur, ce qui facilite le compactage à pleine intensité jusqu'au droit de la géométrie définitive. Le talus est ensuite repris pour atteindre la géométrie finale.

En cas de conditions météorologiques défavorables, la mise en œuvre des matériaux sulfatés sensibles à l'eau sera stoppée, et des dispositions particulières seront prises pour protéger les zones de terrassement (fermeture des stocks et lissage, aménagement de pentes permettant l'écoulement superficiel des eaux de pluie et le ruissellement vers un exutoire, etc.).

#### **Article 2.2.4. : CONTRÔLES DES REMBLAIS ET SUIVI DU COMPACTAGE**

Au démarrage du chantier et en cas de variation de l'approvisionnement en remblais, il est réalisé une campagne de contrôle en laboratoire selon la méthodologie suivante :

- 1 identification selon le GTR 2000 ;
- 1 indice de portance immédiat ;
- 1 essai Proctor normal ;
- 1 essai de cisaillement rectiligne à la boîte de Casagrande type CD sur la fraction 0/5 mm ;
- 1 essai de cisaillement rectiligne à la grosse boîte de cisaillement 1m x 1m, type CD sur la fraction 0/100 mm.

Des contrôles de la classe GTR sont réalisés tous les 10 000 m<sup>3</sup> et à chaque changement de la lithologie des matériaux extraits.

Des contrôles réguliers de teneur en eau sont réalisés sur les matériaux C1B5 afin de suivre les variations de l'état hydrique des matériaux en comparaison avec les résultats d'essais Proctor.

Par ailleurs, au démarrage du chantier et en cas de changement d'engin mis en œuvre, il est réalisé une planche d'essai comme suit :

- Réalisation d'un remblai de 1.0 à 1.5 m d'épaisseur (selon l'épaisseur de couche de compactage retenue, soit 2 couches) ;
- Mise en œuvre de la seconde couche de remblai avec contrôles de la portance par essai à la plaque des passes N-1 à N+2 (N étant le nombre de passe défini suivant le matériau, le type d'engin de compactage mis en œuvre et l'intensité du compactage) ;
- Contrôle du compactage au pénétromètre densitographe, afin de vérifier la qualité du compactage vis-à-vis d'un objectif q4.

Les contrôles de portance sont réalisés par essais à la plaque de 600 mm à la poutre de Benkelman, avec un chargement à 13 tonnes minimum, ou par essais à la dynaplaque (sous réserve d'une planche d'essai comparative entre essai à la plaque et à la dynaplaque au démarrage des travaux).

L'objectif de portance est :

- $EV2 \geq 50 \text{ MPa}$  ;
- $EV2/EV1 < 3$ .

Des contrôles réguliers en cours de chantier sont réalisés comme suit :

- Suivi des fiches Q/S des engins de compactage ;
- Contrôles de la portance par essais à la plaque : 1 campagne tous les 2 couches mises en place, 1 essai / 500 m<sup>2</sup> ;
- Contrôles au pénétromètre densitographe : 1 campagne tous les 5 m mis en place, 1 essai/ 500 m<sup>2</sup> hors renforcements.

#### **Article 2.2.5. : MESURES DE SUIVI ET SURVEILLANCE DU SITE VIS-À-VIS DE LA STABILITÉ DES REMBLAIS**

Lors de la mise en remblai, l'exploitant met en place la méthode observationnelle pendant toute la phase de remblaiement et sur les premières années post-exploitation. Cette méthode consiste en :

- une surveillance visuelle du site afin de contrôler l'état et l'efficacité des dispositifs de drainage et de suivi mis en œuvre sur le site. Cette surveillance aura également pour but de vérifier l'absence d'apparition d'instabilités (fissures, affaissements...) ou d'indices de présence d'eau (taches d'humidité, venues d'eau, ...);
- un suivi topographique sera mis en place pour contrôler la stabilité des talus;
- un suivi des tassements par tassomètres.

La mise en place de la méthode observationnelle implique la définition, avant le commencement des travaux, de protocoles validés par un géotechnicien compétent définissant :

- la méthodologie détaillée de réalisation des travaux;
- la méthodologie de suivi des travaux;
- des seuils d'alerte suivant les mesures ou les contrôles effectués avec des points d'arrêt;
- les mesures correctives à opérer en cas de dépassement des seuils.

Des tassomètres automatiques sont installés, placés en ligne dans des tranchées réalisées au niveau des plateformes qui accueilleront les dépôts afin de suivre les tassements pendant la phase chantier.

Les mesures pourront se faire en continu pour du matériel automatique ou une fois par mois pour des mesures ponctuelles sur site. La fréquence des mesures pourra être adaptée en fonction du phasage de travaux.

L'instrumentation fera l'objet d'une procédure de pose et de suivi.

En fonction des résultats de ce suivi, des adaptations ou dispositions particulières pourront être prises (par exemple : adaptation de la géométrie du dépôt, travaux complémentaires de terrassement, de confortement et/ou de drainage...) et des dispositifs de surveillance complémentaires pourront être proposés.

L'implantation, le nombre et la fréquence de suivi des dispositifs devront être définis par le géotechnicien. Un suivi régulier permettra notamment :

- de contrôler l'évolution du site et ainsi d'anticiper sur les principes de stockage des matériaux;
- de prévoir des adaptations du projet le cas échéant;
- d'entretenir les dispositifs mis en place.

#### **Article 2.2.6. : GESTION DES EAUX PLUVIALES**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 relatives à la gestion des eaux pluviales sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise en remblai se fera par phases successives de remblais avec compactages à l'avancement.

Lors de cette phase :

- Des talus sont réalisés sur des épaisseurs de 10 mètres maximum, avec banquettes de 5 m de large conformément au projet. La mise en œuvre devra conserver en permanence un piège à cailloux et permettre l'écoulement des eaux de ruissellement, par tranchées drainantes successives jusqu'à atteindre la cote de 700 m NGF environ, puis de façon gravitaire au niveau des banquettes qui devront avoir une pente longitudinale orientée vers l'exutoire.
- Les dispositifs de gestion des eaux définis par MICA Environnement dans le Porter à Connaissance du 26 juillet 2024 devront être mis en œuvre en phase terminale du projet (merlons pour les captages et l'acheminement des eaux, banquettes drainantes contrepentées et encaillassées, descentes d'eau, bassins ralentisseurs, bassins de sédimentation et/ou infiltrants, déversoir, etc.). Ils permettront à long terme d'éviter l'infiltration des eaux dans le remblai et ainsi de prévenir les risques de dissolution des sulfates.

Ces dispositifs devront être soigneusement étudiés pour éviter des zones de stagnation des eaux, assurer un exutoire maîtrisé des eaux collectées pendant toute la durée du chantier et de façon pérenne après sa réalisation.

- Les matériaux drainants utilisés auront une granulométrie 20/80 à 20/100 mm et pourront être issus du site ou bien issus des remblais à stocker non sulfatés (de granulométrie 0/250 mm) préalablement criblés pour supprimer les fractions 0/20 mm et 80/250 ou 100/250 mm. Dans les calculs, ils ne sont pas différenciés des remblais d'apport non criblés.

L'ensemble des terrassements devra être réalisé conformément au GTR. Les moyens de compactage et les épaisseurs de couche unitaire devront être adaptés à la granulométrie et à l'état hydrique des matériaux d'apport, ainsi qu'aux conditions météorologiques, comme indiqué ci-après.

Le diamètre des plus gros éléments ne devra pas être supérieur au 2/3 de l'épaisseur de la couche compactée.

---

### **TITRE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES**

---

#### **CHAPITRE 3.1. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement Il peut être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.



2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **CHAPITRE 3.2. – SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement ou celles prévues par le Code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

### **CHAPITRE 3.3. – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les « motifs » et « considérants » principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des deux mairies concernées par la demande et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 3.4. – EXÉCUTION**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée aux maires de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
Laurence TUR





**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Chambéry, le **30 JAN. 2025**

**Annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire n°ICPE-2025-001  
portant modification des conditions d'exploitation  
de la carrière CALYPSO**

-----  
**Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société GRANULATS VICAT**  
**Communes de Montricher-Albanne et Saint-Martin-de-la-Porte**

-----

---

**ANNEXE 1 : LOCALISATION DES POINTS DE PRÉLÈVEMENT D'EAU**

---



Le préfet de la Savoie,  
Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral du

Le Préfet

**30 JAN. 2025**

*[Signature]*  
Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale

Laurence TUR

## Localisation des points de prélèvement d'eau



Carte : ESRI France - IGN

